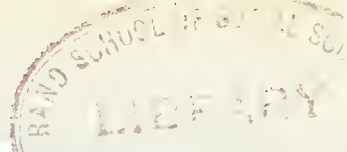


Cornell University Library
HD 7802.A34 1920

Constitution and rules. Statuts et Règle



3 1924 002 290 280



ORG

PERMANENT

TE DU TRAVAIL

ORGANISATION.

STATUTS ET RÈGLEMENTS.
CONSTITUTION AND RULES.

**HD
7801
I748
1920**

**BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
INTERNATIONAL LABOUR OFFICE**

1920.

THE
MARTIN P. CATHERWOOD
LIBRARY
OF THE
NEW YORK STATE SCHOOL
OF
INDUSTRIAL AND LABOR
RELATIONS



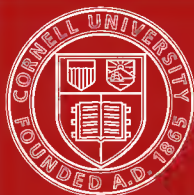
AT
CORNELL UNIVERSITY

**ORGANISATION PERMANENTE DU TRAVAIL
PERMANENT LABOUR ORGANISATION.**

**STATUTS ET RÈGLEMENTS.
CONSTITUTION AND RULES.**

**BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
INTERNATIONAL LABOUR OFFICE**

1920.



Cornell University
Library

The original of this book is in
the Cornell University Library.

There are no known copyright restrictions in
the United States on the use of the text.

HD
7801
7748
1920

TABLE DES MATIÈRES.

	PAGE
Partie XIII du Traité de Paix (Travail)	4
Vœux adoptés par la Commission de la Législation Inter- nationale du Travail	18
Règlement de la Conférence	19
Règlement du Conseil d'administration	28
Membres de l'Organisation permanente du Travail	31
Conseil d'administration du Bureau international du Travail	32

CONTENTS.

	PAGE
Part XIII of the Peace Treaty (Labour)	4
Resolutions adopted by the Commission of International Labour Legislation	18
Standing Orders of the Conference	19
Standing Orders of the Governing Body	28
Members of the Permanent Labour Organisation	31
Governing Body of the International Labour Office.. .. .	32

Partie XIII du Traité de Paix. Travail.

SECTION I.

ORGANISATION DU TRAVAIL.

Attendu que la Société des Nations a pour but d'établir la paix universelle, et qu'une telle paix ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ;

Attendu qu'il existe des conditions de travail impliquant pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les privations, ce qui engendre un tel mécontentement que la paix et l'harmonie universelles sont mises en danger, et attendu qu'il est urgent d'améliorer ces conditions : par exemple, en ce qui concerne la réglementation des heures de travail, la fixation d'une durée maxima de la journée et de la semaine de travail, le recrutement de la main-d'œuvre, la lutte contre le chômage, la garantie d'un salaire assurant des conditions d'existence convenables, la protection du travailleur contre les maladies générales ou professionnelles et les accidents résultant du travail, la protection des enfants, des adolescents et des femmes, les pensions de vieillesse et d'invalidité, la défense des intérêts des travailleurs occupés à l'étranger, l'affirmation du principe de la liberté d'association syndicale, l'organisation de l'enseignement professionnel et technique et autres mesures analogues ;

Attendu que la non-adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leurs propres pays ;

Les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES, mues par des sentiments de justice et d'humanité aussi bien que par le désir d'assurer une paix mondiale durable, ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I.

ORGANISATION.

ARTICLE 387. (1.)¹

Il est fondé une organisation permanente chargée de travailler à la réalisation du programme exposé dans le préambule.

Les Membres originaires de la Société des Nations seront Membres originaires de cette organisation, et, désormais, la qualité de Membre de la Société des Nations entraînera celle de Membre de ladite organisation.

ARTICLE 388. (2.)

L'organisation permanente comprendra :

1. Une Conférence générale des représentants des Membres ;

¹ Note.—Les chiffres entre parenthèses sont les numéros des articles dans le texte adopté par la Commission de la Législation internationale du Travail de la Conférence de la Paix.

Part XIII of the Peace Treaty. Labour.

SECTION I.

ORGANISATION OF LABOUR.

Whereas the League of Nations has for its object the establishment of universal peace, and such a peace can be established only if it is based upon social justice ;

And whereas conditions of labour exist involving such injustice, hardship and privation to large numbers of people as to produce unrest so great that the peace and harmony of the world are imperilled ; and an improvement of those conditions is urgently required : as, for example, by the regulation of the hours of work, including the establishment of a maximum working day and week, the regulation of the labour supply, the prevention of unemployment, the provision of an adequate living wage, the protection of the worker against sickness, disease and injury arising out of his employment, the protection of children, young persons and women, provision for old age and injury, protection of the interests of workers when employed in countries other than their own, recognition of the principle of freedom of association, the organisation of vocational and technical education and other measures ;

Whereas also the failure of any nation to adopt humane conditions of labour is an obstacle in the way of other nations which desire to improve the conditions in their own countries ;

The HIGH CONTRACTING PARTIES, moved by sentiments of justice and humanity as well as by the desire to secure the permanent peace of the world, agree to the following :—

CHAPTER I. ORGANISATION.

ARTICLE 387. (1.)¹

A permanent organisation is hereby established for the promotion of the objects set forth in the Preamble.

The original Members of the League of Nations shall be the original Members of this organisation, and hereafter membership of the League of Nations shall carry with it membership of the said organisation.

ARTICLE 388. (2.)

The permanent organisation shall consist of :

1. A General Conference of Representatives of the Members and,

¹ The figures between parentheses are the figures of the Articles in the corresponding text prepared by the Commission on International Labour Legislation of the Peace Conference.

2. Un Bureau international du Travail sous la direction du Conseil d'administration prévu à l'article 393.

ARTICLE 389. (3.)

La Conférence générale des représentants des Membres tiendra des sessions chaque fois que besoin sera et, au moins, une fois par an. Elle sera composée de quatre représentants de chacun des Membres dont deux seront les délégués du Gouvernement et dont les deux autres représenteront respectivement, d'une part, les employeurs, d'autre part, les travailleurs ressortissant à chacun des Membres.

Chaque délégué pourra être accompagné par des conseillers techniques dont le nombre pourra être de deux au plus pour chacune des matières distinctes inscrites à l'ordre du jour de la session. Quand des questions intéressant spécialement des femmes doivent venir en discussion à la Conférence, une au moins parmi les personnes désignées comme conseillers techniques devra être une femme.

Les Membres s'engagent à désigner les délégués et conseillers techniques non gouvernementaux d'accord avec les organisations professionnelles les plus représentatives soit des employeurs, soit des travailleurs du pays considéré, sous la réserve que de telles organisations existent.

Les conseillers techniques ne seront autorisés à prendre la parole que sur la demande faite par le délégué auquel ils sont adjoints et avec l'autorisation spéciale du Président de la Conférence ; ils ne pourront prendre part aux votes.

Un délégué peut, par une note écrite adressée au Président, désigner l'un de ses conseillers techniques comme son suppléant, et ledit suppléant, en cette qualité, pourra prendre part aux délibérations et aux votes.

Les noms des délégués et de leurs conseillers techniques seront communiqués au Bureau international du Travail par le Gouvernement de chacun des Membres.

Les pouvoirs des délégués et de leurs conseillers techniques seront soumis à la vérification de la Conférence, laquelle pourra, par une majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les délégués présents, refuser d'admettre tout délégué ou tout conseiller technique qu'elle ne jugera pas avoir été désigné conformément aux termes du présent article.

ARTICLE 390. (4.)

Chaque délégué aura le droit de voter individuellement sur toutes les questions soumises aux délibérations de la Conférence.

Dans le cas où l'un des Membres n'aurait pas désigné l'un des délégués non gouvernementaux auquel il a droit, l'autre délégué non gouvernemental aura le droit de prendre part aux discussions de la Conférence, mais n'aura pas le droit de voter.

Au cas où la Conférence, en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 389, refuserait d'admettre l'un des délégués d'un des Membres,

2. An International Labour Office controlled by the Governing Body described in Article 393.

ARTICLE 389. (3.)

The meetings of the General Conference of Representatives of the Members shall be held from time to time as occasion may require, and at least once in every year. It shall be composed of four Representatives of each of the Members, of whom two shall be Government Delegates and the two others shall be Delegates representing respectively the employers and the workpeople of each of the Members.

Each Delegate may be accompanied by advisers, who shall not exceed two in number for each item on the agenda of the meeting. When questions specially affecting women are to be considered by the Conference, one at least of the advisers should be a woman.

The Members undertake to nominate non-Government Delegates and advisers chosen in agreement with the industrial organisations, if such organisations exist, which are most representative of employers or workpeople, as the case may be, in their respective countries.

Advisers shall not speak except on a request made by the Delegate whom they accompany and by the special authorisation of the President of the Conference, and may not vote.

A Delegate may by notice in writing addressed to the President appoint one of his advisers to act as his deputy, and the adviser, while so acting, shall be allowed to speak and vote.

The names of the Delegates and their advisers will be communicated to the International Labour Office by the Government of each of the Members.

The credentials of Delegates and their advisers shall be subject to scrutiny by the Conference, which may, by two-thirds of the votes cast by the Delegates present, refuse to admit any Delegate or adviser whom it deems not to have been nominated in accordance with this Article.

ARTICLE 390. (4.)

Every Delegate shall be entitled to vote individually on all matters which are taken into consideration by the Conference.

If one of the Members fails to nominate one of the non-Government Delegates whom it is entitled to nominate, the other non-Government Delegate shall be allowed to sit and speak at the Conference, but not to vote.

If in accordance with Article 389 the Conference refuses admission

les stipulations du présent article seront appliquées comme si ledit délégué n'avait pas été désigné.

ARTICLE 391. (5.)

Les sessions de la Conférence se tiendront au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu qui aura pu être fixé par la Conférence, dans une session antérieure, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les délégués présents.

ARTICLE 392. (6.)

Le Bureau international du Travail sera établi au siège de la Société des Nations et fera partie de l'ensemble des institutions de la Société.

ARTICLE 393. (7.)

Le Bureau international du Travail sera placé sous la direction d'un Conseil d'administration composé de vingt quatre personnes, lesquelles seront désignées selon les dispositions suivantes :

Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail sera composé comme suit :

Douze personnes représentant les Gouvernements ;

Six personnes élues par les délégués à la Conférence représentant les patrons ;

Six personnes élues par les délégués à la Conférence représentant les employés et ouvriers.

Sur les douze personnes représentant les Gouvernements, huit seront nommées par les Membres dont l'importance industrielle est la plus considérable et quatre seront nommées par les Membres désignés à cet effet par les délégués gouvernementaux à la Conférence, exclusion faite des délégués des huit Membres susmentionnés.

Les contestations éventuelles sur la question de savoir quelles sont les Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable seront tranchées par le Conseil de la Société des Nations.

La durée du mandat des membres du Conseil d'administration sera de trois ans. La manière de pourvoir aux sièges vacants et les autres questions de même nature pourront être réglées par le Conseil d'administration sous réserve de l'approbation de la Conférence.

Le Conseil d'administration élira l'un de ses membres comme Président et établira son règlement. Il se réunira aux époques qu'il fixera lui-même. Une session spéciale devra être tenue chaque fois que dix membres au moins du Conseil auront formulé une demande écrite à ce sujet.

ARTICLE 394. (8.)

Un Directeur sera placé à la tête du Bureau international du Travail ; il sera désigné par le Conseil d'administration de qui il

to a Delegate of one of the Members, the provisions of the present Article shall apply as if that Delegate had not been nominated.

ARTICLE 391. (5.)

The meetings of the Conference shall be held at the seat of the League of Nations, or at such other place as may be decided by the Conference at a previous meeting by two-thirds of the votes cast by the Delegates present.

ARTICLE 392. (6.)

The International Labour Office shall be established at the seat of the League of Nations as part of the organisation of the League.

ARTICLE 393. (7.)

The International Labour Office shall be under the control of a Governing Body consisting of 24 persons, appointed in accordance with the following provisions :—

The Governing Body of the International Labour Office shall be constituted as follows :—

12 persons representing the Governments ;

6 persons elected by the Delegates to the Conference representing the employers ;

6 persons elected by the Delegates to the Conference representing the workers.

Of the 12 persons representing the Governments 8 shall be nominated by the Members which are of the chief industrial importance, and 4 shall be nominated by the Members selected for the purpose by the Government Delegates to the Conference, excluding the Delegates of the 8 Members mentioned above.

Any question as to which are the Members of the chief industrial importance shall be decided by the Council of the League of Nations.

The period of office of the members of the Governing Body will be three years. The method of filling vacancies and other similar questions may be determined by the Governing Body subject to the approval of the Conference.

The Governing Body shall, from time to time, elect one of its members to act as its Chairman, shall regulate its own procedure and shall fix its own times of meeting. A special meeting shall be held if a written request to that effect is made by at least 10 members of the Governing Body.

ARTICLE 394. (8.)

There shall be a Director of the International Labour Office, who shall be appointed by the Governing Body, and, subject to

recevra ses instructions et vis-à-vis de qui il sera responsable de la bonne marche du Bureau ainsi que de l'exécution de toutes autres tâches qui auront pu lui être confiées.

Le Directeur ou son suppléant assisteront à toutes les séances du Conseil d'administration.

ARTICLE 395. (9.)

Le personnel du Bureau international du Travail sera choisi par le Directeur. Le choix fait devra porter, dans toute la mesure compatible avec le souci d'obtenir le meilleur rendement, sur des personnes de différentes nationalités. Un certain nombre de ces personnes devront être des femmes.

ARTICLE 396. (10.)

Les fonctions du Bureau international du Travail comprendront la centralisation et la distribution de toutes informations concernant la réglementation internationale de la condition des travailleurs et du régime du travail et, en particulier, l'étude des questions qu'il est proposé de soumettre aux discussions de la Conférence en vue de la conclusion des conventions internationales, ainsi que l'exécution de toutes enquêtes spéciales prescrites par la Conférence.

Il sera chargé de préparer l'ordre du jour des sessions de la Conférence.

Il s'acquittera, en conformité des stipulations de la présente Partie du présent Traité, des devoirs qui lui incombent en ce qui concerne tous différends internationaux.

Il rédigera et publiera en français, en anglais, et dans telle autre langue que le Conseil d'administration jugera convenable, un bulletin périodique consacré à l'étude des questions concernant l'industrie et le travail et présentant un intérêt international.

D'une manière générale il aura, en sus des fonctions indiquées au présent article, tous autres pouvoirs et fonctions que la Conférence jugera à propos de lui attribuer.

ARTICLE 397. (11.)

Les ministères des Membres qui s'occupent des questions ouvrières pourront communiquer directement avec le Directeur par l'intermédiaire du représentant de leur Gouvernement au Conseil d'administration du Bureau international du Travail, ou, à défaut de ce représentant, par l'intermédiaire de tel autre fonctionnaire dûment qualifié et désigné à cet effet par le Gouvernement intéressé.

ARTICLE 398. (12.)

Le Bureau international du Travail pourra demander le concours du Secrétariat général de la Société des Nations pour toutes questions à l'occasion desquelles ce concours pourra être donné.

the instructions of the Governing Body, shall be responsible for the efficient conduct of the International Labour Office and for such other duties as may be assigned to him.

The Director or his deputy shall attend all meetings of the Governing Body.

ARTICLE 395. (9.)

The staff of the International Labour Office shall be appointed by the Director, who shall, so far as is possible with due regard to the efficiency of the work of the Office, select persons of different nationalities. A certain number of these persons shall be women.

ARTICLE 396. (10.)

The functions of the International Labour Office shall include the collection and distribution of information on all subjects relating to the international adjustment of conditions of industrial life and labour, and particularly the examination of subjects which it is proposed to bring before the Conference with a view to the conclusion of international conventions, and the conduct of such special investigations as may be ordered by the Conference.

It will prepare the agenda for the meetings of the Conference.

It will carry out the duties required of it by the provisions of this Part of the present Treaty in connection with international disputes.

It will edit and publish in French and English, and in such other languages as the Governing Body may think desirable, a periodical paper dealing with problems of industry and employment of international interest.

Generally, in addition to the functions set out in this Article, it shall have such other powers and duties as may be assigned to it by the Conference.

ARTICLE 397. (11.)

The Government Departments of any of the Members which deal with questions of industry and employment may communicate directly with the Director through the Representative of their Government on the Governing Body of the International Labour Office, or failing any such Representative, through such other qualified official as the Government may nominate for the purpose.

ARTICLE 398. (12.)

The International Labour Office shall be entitled to the assistance of the Secretary-General of the League of Nations in any matter in which it can be given.

ARTICLE 399. (13.)

Chacun des Membres payera les frais de voyage et de séjour de ses délégués et de leurs conseillers techniques ainsi que de ses représentants prenant part aux sessions de la Conférence et du Conseil d'administration selon les cas.

Tous autres frais du Bureau international du Travail, des sessions de la Conférence ou de celles du Conseil d'administration, seront remboursés au Directeur par le Secrétaire général de la Société des Nations, sur le budget général de la Société.

Le Directeur sera responsable, vis-à-vis du Secrétaire général de la Société des Nations, pour l'emploi de tous fonds à lui versés, conformément aux stipulations du présent article.

CHAPITRE II.

FONCTIONNEMENT.

ARTICLE 400. (14.)

Le Conseil d'administration établira l'ordre du jour des sessions de la Conférence après avoir examiné toutes propositions faites par le Gouvernement d'un des Membres ou par toute organisation visée à l'article 389 au sujet des matières à inscrire à cet ordre du jour.

ARTICLE 401. (15.)

Le Directeur remplira les fonctions de Secrétaire de la Conférence, et devra faire parvenir l'ordre du jour de chaque session, quatre mois avant l'ouverture de cette session, à chacun des Membres, et, par l'intermédiaire de ceux-ci, aux délégués non gouvernementaux, lorsque ces derniers auront été désignés.

ARTICLE 402. (16.)

Chacun des Gouvernements des Membres aura le droit de contester l'inscription, à l'ordre du jour de la session, de l'un ou plusieurs des sujets prévus. Les motifs justifiant cette opposition devront être exposés dans un mémoire explicatif adressé au Directeur, lequel devra le communiquer aux Membres de l'Organisation permanente.

Les sujets auxquels il aura été fait opposition resteront néanmoins inclus à l'ordre du jour si la Conférence en décide ainsi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les délégués présents.

Toute question au sujet de laquelle la Conférence décide, à la même majorité des deux tiers, qu'elle doit être examinée (autrement que prévu dans l'alinéa précédent), sera portée à l'ordre du jour de la session suivante.

ARTICLE 399. (13.)

Each of the Members will pay the travelling and subsistence expenses of its Delegates and their advisers and of its Representatives attending the meetings of the Conference or Governing Body, as the case may be.

All the other expenses of the International Labour Office and of the meetings of the Conference or Governing Body shall be paid to the Director by the Secretary-General of the League of Nations out of the general funds of the League.

The Director shall be responsible to the Secretary-General of the League for the proper expenditure of all moneys paid to him in pursuance of this Article.

CHAPTER II.

PROCEDURE.

ARTICLE 400. (14.)

The agenda for all meetings of the Conference will be settled by the Governing Body, who shall consider any suggestion as to the agenda that may be made by the Government of any of the Members or by any representative organisation recognised for the purpose of Article 389.

ARTICLE 401. (15.)

The Director shall act as the Secretary of the Conference, and shall transmit the agenda so as to reach the Members four months before the meeting of the Conference, and, through them, the non-Government Delegates when appointed.

ARTICLE 402. (16.)

Any of the Governments of the Members may formally object to the inclusion of any item or items in the agenda. The grounds for such objection shall be set forth in a reasoned statement addressed to the Director, who shall circulate it to all the Members of the Permanent Organisation.

Items to which such objection has been made shall not, however, be excluded from the agenda, if at the Conference a majority of two-thirds of the votes cast by the Delegates present is in favour of considering them.

If the Conference decides (otherwise than under the preceding paragraph) by two-thirds of the votes cast by the Delegates present that any subject shall be considered by the Conference, that subject shall be included in the agenda for the following meeting.

ARTICLE 403. (17.)

La Conférence formulera les règles de son fonctionnement ; elle élira son président ; elle pourra nommer des commissions chargées de présenter des rapports sur toutes questions qu'elle estimera devoir mettre à l'étude.

La simple majorité des suffrages exprimés par les membres présents de la Conférence décidera dans tous les cas où une majorité plus forte n'est pas spécialement prévue par d'autres articles de la présente Partie du présent Traité.

Aucun vote n'est acquis si le nombre des suffrages exprimés est inférieur à la moitié du nombre des délégués présents à la session.

ARTICLE 404. (18.)

La Conférence pourra adjoindre aux Commissions qu'elle constitue des conseillers techniques qui auront voix consultative mais non délibérative.

ARTICLE 405. (19.)

Si la Conférence se prononce pour l'adoption de propositions relatives à un objet à l'ordre du jour, elle aura à déterminer si ces propositions devront prendre la forme : (a) d'une " recommandation " à soumettre à l'examen des Membres, en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement ; (b) ou bien d'un projet de convention internationale à ratifier par les Membres.

Dans les deux cas, pour qu'une recommandation ou qu'un projet de convention soient adoptés au vote final par la Conférence, une majorité des deux tiers des voix des délégués présents est requise.

En formant une recommandation ou un projet de convention d'une application générale, la Conférence devra avoir égard aux pays dans lesquels le climat, le développement incomplet de l'organisation industrielle ou d'autres circonstances particulières rendent les conditions de l'industrie essentiellement différentes, et elle aura à suggérer telles modifications qu'elle considérerait comme pouvant être nécessaires pour répondre aux conditions propres à ces pays.

Un exemplaire de la recommandation ou du projet de convention sera signé par le Président de la Conférence et le Directeur et sera déposé entre les mains du Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci communiquera une copie certifiée conforme de la recommandation ou du projet de convention à chacun des Membres.

Chacun des Membres s'engage à soumettre dans le délai d'un an à partir de la clôture de la session de la Conférence (ou, si par suite de circonstances exceptionnelles, il est impossible de procéder

ARTICLE 403. (17.)

The Conference shall regulate its own procedure, shall elect its own President, and may appoint committees to consider and report on any matter.

Except as otherwise expressly provided in this Part of the present Treaty, all matters shall be decided by a simple majority of the votes cast by the Delegates present.

The voting is void unless the total number of votes cast is equal to half the number of the Delegates attending the Conference.

ARTICLE 404. (18.)

The Conference may add to any committees which it appoints technical experts, who shall be assessors without power to vote.

ARTICLE 405. (19.)

When the Conference has decided on the adoption of proposals with regard to an item in the agenda, it will rest with the Conference to determine whether these proposals should take the form : (a) of a recommendation to be submitted to the Members for consideration with a view to effect being given to it by national legislation or otherwise, or (b) of a draft international convention for ratification by the Members.

In either case a majority of two-thirds of the votes cast by the Delegates present shall be necessary on the final vote for the adoption of the recommendation or draft convention, as the case may be, by the Conference.

In framing any recommendation or draft convention of general application the Conference shall have due regard to those countries in which climatic conditions, the imperfect development of industrial organisation, or other special circumstances make the industrial conditions substantially different, and shall suggest the modifications, if any, which it considers may be required to meet the case of such countries.

A copy of the recommendation or draft convention shall be authenticated by the signature of the President of the Conference and of the Director, and shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations. The Secretary-General will communicate a certified copy of the recommendation or draft convention to each of the Members.

Each of the Members undertakes that it will, within the period of one year at most from the closing of the session of the Conference, or if it is impossible owing to exceptional circumstances to do so

dans un délai d'un an, dès qu'il sera possible, mais jamais plus de dix huit mois après la clôture de la session de la Conférence), la recommandation ou le projet de convention à l'autorité ou aux autorités dans la compétence desquelles rentre la matière, en vue de la transformer en loi ou de prendre des mesures d'un autre ordre.

S'il s'agit d'une recommandation, les Membres informeront le Secrétaire général des mesures prises.

S'il s'agit d'un projet de convention, le Membre qui aura obtenu le consentement de l'autorité ou des autorités compétentes, communiquera sa ratification formelle de la Convention au Secrétaire général et prendra telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives les dispositions de ladite convention.

Si une recommandation n'est pas suivie d'un acte législatif ou d'autres mesures de nature à rendre effective cette recommandation ou bien si un projet de convention ne rencontre pas l'assentiment de l'autorité ou des autorités dans la compétence desquelles rentre la matière, le Membre ne sera soumis à aucune autre obligation.

Dans le cas où il s'agit d'un État fédératif dont le pouvoir d'adhérer à une convention sur des objets concernant le travail est soumis à certaines limitations, ce Gouvernement aura le droit de considérer un projet de convention auquel s'appliquent ces limitations comme une simple recommandation et les dispositions du présent article en ce qui regarde les recommandations s'appliqueront dans ce cas.

L'article ci-dessus sera interprété en conformité du principe suivant :

En aucun cas il ne sera demandé à aucun des Membres, comme conséquence de l'adoption par la Conférence d'une recommandation ou d'un projet de convention, de diminuer la protection déjà accordée par sa législation aux travailleurs dont il s'agit.

ARTICLE 406. (20.)

Toute convention ainsi ratifiée sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations, mais ne liera que les Membres qui l'ont ratifiée.

ARTICLE 407. (21.)

Tout projet qui, dans le scrutin final sur l'ensemble, ne recueillera pas la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les Membres présents peut faire l'objet d'une convention particulière entre ceux des Membres de l'Organisation permanente qui en ont le désir.

Toute convention particulière de cette nature devra être communiquée par les Gouvernements intéressés au Secrétaire général de la Société des Nations, lequel la fera enregistrer.

within the period of one year, then at the earliest practicable moment and in no case later than 18 months from the closing of the session of the Conference, bring the recommendation or draft convention before the authority or authorities within whose competence the matter lies, for the enactment of legislation or other action.

In the case of a recommendation, the Members will inform the Secretary-General of the action taken.

In the case of a draft convention, the Member will, if it obtains the consent of the authority or authorities within whose competence the matter lies, communicate the formal ratification of the convention to the Secretary-General and will take such action as may be necessary to make effective the provisions of such convention.

If on a recommendation no legislative or other action is taken to make a recommendation effective, or if the draft convention fails to obtain the consent of the authority or authorities within whose competence the matter lies, no further obligation shall rest upon the Member.

In the case of a federal State, the power of which to enter into conventions on labour matters is subject to limitations, it shall be in the discretion of that Government to treat a draft convention to which such limitations apply as a recommendation only, and the provisions of this Article with respect to recommendations shall apply in such case.

The above Article shall be interpreted in accordance with the following principle :—

In no case shall any Member be asked or required, as a result of the adoption of any recommendation or draft convention by the Conference, to lessen the protection afforded by its existing legislation to the workers concerned.

ARTICLE 406. (20.)

Any convention so ratified shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations, but shall only be binding upon the Members which ratify it.

ARTICLE 407. (21.)

If any convention coming before the Conference for final consideration fails to secure the support of two-thirds of the votes cast by the Delegates present, it shall nevertheless be within the right of any of the Members of the Permanent Organisation to agree to such convention among themselves.

Any convention so agreed to shall be communicated by the Governments concerned to the Secretary-General of the League of Nations, who shall register it.

ARTICLE 408. (22.)

Chacun des Membres s'engage à présenter au Bureau international du Travail un rapport annuel sur les mesures prises par lui pour mettre à exécution les conventions auxquelles il a adhéré. Ces rapports seront rédigés sous la forme indiquée par le Conseil d'administration et devront contenir les précisions demandées par ce dernier. Le Directeur présentera un résumé de ces rapports à la plus prochaine session de la Conférence.

ARTICLE 409. (23.)

Toute réclamation adressée au Bureau international du Travail par une organisation professionnelle ouvrière ou patronale et aux termes de laquelle l'un quelconque des Membres n'aurait pas assuré d'une manière satisfaisante l'exécution d'une convention à laquelle ledit Membre a adhéré, pourra être transmise par le Conseil d'administration au Gouvernement mis en cause et ce Gouvernement pourra être invité à faire sur la matière telle déclaration qu'il jugera convenable.

ARTICLE 410. (24.)

Si aucune déclaration n'est reçue du Gouvernement mis en cause dans un délai raisonnable, ou si la déclaration reçue ne paraît pas satisfaisante au Conseil d'administration, ce dernier aura le droit de rendre publique la réclamation reçue et, le cas échéant, la réponse faite.

ARTICLE 411. (25.)

Chacun des Membres pourra déposer une plainte au Bureau international du Travail contre un autre Membre qui, à son avis, n'assurerait pas d'une manière satisfaisante l'exécution d'une convention que l'un et l'autre auraient ratifiée en vertu des articles précédents.

Le Conseil d'Administration peut, s'il le juge à propos, et avant de saisir une Commission d'enquête selon la procédure indiquée ci-après, se mettre en rapports avec le Gouvernement mis en cause de la manière indiquée à l'article 409.

Si le Conseil d'administration ne juge pas nécessaire de communiquer la plainte au Gouvernement mis en cause, ou si cette communication ayant été faite aucune réponse ayant satisfait le Conseil d'administration n'a été reçue dans un délai raisonnable, le Conseil pourra provoquer la formation d'une commission d'enquête, qui aura mission d'étudier la question soulevée et de déposer un rapport à ce sujet.

La même procédure pourra être engagée par le Conseil, soit d'office, soit sur la plainte d'un délégué à la Conférence.

ARTICLE 408. (22.)

Each of the Members agrees to make an annual report to the International Labour Office on the measures which it has taken to give effect to the provisions of conventions to which it is a party. These reports shall be made in such form and shall contain such particulars as the Governing Body may request. The Director shall lay a summary of these reports before the next meeting of the Conference.

ARTICLE 409. (23.)

In the event of any representation being made to the International Labour Office by an industrial association of employers or of workers that any of the Members has failed to secure in any respect the effective observance within its jurisdiction of any convention to which it is a party, the Governing Body may communicate this representation to the Government against which it is made, and may invite that Government to make such statement on the subject as it may think fit.

ARTICLE 410. (24.)

If no statement is received within a reasonable time from the Government in question, or if the statement when received is not deemed to be satisfactory by the Governing Body, the latter shall have the right to publish the representation and the statement, if any, made in reply to it.

ARTICLE 411. (25.)

Any of the Members shall have the right to file a complaint with the International Labour Office if it is not satisfied that any other Member is securing the effective observance of any convention which both have ratified in accordance with the foregoing Articles.

The Governing Body may, if it thinks fit, before referring such a complaint to a Commission of Enquiry, as hereinafter provided for, communicate with the Government in question in the manner described in Article 409.

If the Governing Body does not think it necessary to communicate the complaint to the Government in question, or if, when they have made such communication, no statement in reply has been received within a reasonable time which the Governing Body considers to be satisfactory, the Governing Body may apply for the appointment of a Commission of Enquiry to consider the complaint and to report thereon.

The Governing Body may adopt the same procedure either of its own motion or on receipt of a complaint from a Delegate to the Conference.

Lorsqu'une question soulevée par l'application des articles 410 ou 411 viendra devant le Conseil d'administration, le Gouvernement mis en cause, s'il n'a pas déjà un représentant au sein du Conseil d'administration, aura le droit de désigner un délégué pour prendre part aux délibérations du Conseil relatives à cette affaire. La date à laquelle ces discussions doivent avoir lieu sera notifiée en temps utile au Gouvernement mis en cause.

ARTICLE 412. (26.)

La Commission d'enquête sera constituée de la manière suivante :

Chacun des Membres s'engage à désigner, dans les six mois qui suivront la date de mise en vigueur du présent Traité, trois personnes compétentes en matières industrielles, la première représentant les patrons, la deuxième représentant les travailleurs et la troisième indépendante des uns et des autres. L'ensemble de ces personnes formera une liste sur laquelle seront choisis les membres de la Commission d'enquête.

Le Conseil d'administration aura le droit de vérifier les titres desdites personnes et de refuser, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les représentants présents, la nomination de celles dont les titres ne satisferaient pas aux prescriptions du présent article.

Sur la demande du Conseil d'administration, le Secrétaire général de la Société des Nations désignera trois personnes respectivement choisies dans chacune des trois catégories de la liste pour constituer la Commission d'enquête et désignera, en outre, l'une de ces trois personnes pour présider ladite Commission. Aucune des trois personnes ainsi désignées ne pourra relever d'un des Membres directement intéressés à la plainte.

ARTICLE 413. (27.)

Dans le cas où une plainte serait renvoyée, en vertu de l'article 411, devant une Commission d'enquête, chacun des Membres, qu'il soit ou non directement intéressé à la plainte, s'engage à mettre à la disposition de la Commission toute information qui se trouverait en sa possession relativement à l'objet de la plainte.

ARTICLE 414. (28.)

La Commission d'enquête, après un examen approfondi de la plainte, rédigera un rapport dans lequel elle consignera ses constatations sur tous les points de fait permettant de préciser la portée de la contestation, ainsi que les recommandations qu'elle croira devoir formuler quant aux mesures à prendre pour donner satisfaction au Gouvernement plaignant et quant aux délais dans lesquels ces mesures devraient être prises.

When any matter arising out of Article 410 or 411 is being considered by the Governing Body, the Government in question shall, if not already represented thereon, be entitled to send a representative to take part in the proceedings of the Governing Body while the matter is under consideration. Adequate notice of the date on which the matter will be considered shall be given to the Government in question.

ARTICLE 412. (26.)

The Commission of Enquiry shall be constituted in accordance with the following provisions :—

Each of the Members agrees to nominate within six months of the date on which the present Treaty comes into force three persons of industrial experience, of whom one shall be a representative of employers, one a representative of workers, and one a person of independent standing, who shall together form a panel from which the members of the Commission of Enquiry shall be drawn.

The qualifications of the persons so nominated shall be subject to scrutiny by the Governing Body, which may by two-thirds of the votes cast by the representatives present refuse to accept the nomination of any person whose qualifications do not in its opinion comply with the requirements of the present Article.

Upon the application of the Governing Body, the Secretary-General of the League of Nations shall nominate three persons, one from each section of this panel, to constitute the Commission of Enquiry, and shall designate one of them as the President of the Commission. None of these three persons shall be a person nominated to the panel by any Member directly concerned in the complaint.

ARTICLE 413. (27.)

The Members agree that, in the event of the reference of a complaint to a Commission of Enquiry under Article 411, they will each, whether directly concerned in the complaint or not, place at the disposal of the Commission all the information in their possession which bears upon the subject-matter of the complaint.

ARTICLE 414. (28.)

When the Commission of Enquiry has fully considered the complaint, it shall prepare a report embodying its findings on all questions of fact relevant to determining the issue between the parties and containing such recommendations as it may think proper as to the steps which should be taken to meet the complaint and the time within which they should be taken.

Ce rapport indiquera également, le cas échéant, les sanctions d'ordre économique contre le Gouvernement mis en cause que la Commission jugerait convenables et dont l'application par les autres Gouvernements lui paraîtrait justifiée.

ARTICLE 415. (29.)

Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera le rapport de la Commission d'enquête à chacun des Gouvernements intéressés dans le différend et en assurera la publication.

Chacun des Gouvernements intéressés devra signifier au Secrétaire général de la Société des Nations, dans le délai d'un mois, s'il accepte ou non les recommandations contenues dans le rapport de la Commission, et, au cas où il ne les accepte pas, s'il désire soumettre le différend à la Cour permanente de Justice internationale de la Société des Nations.

ARTICLE 416. (30.)

Dans le cas où l'un des Membres ne prendrait pas, relativement à une recommandation ou à un projet de convention, les mesures prescrites à l'article 405, tout autre Membre aura le droit d'en référer à la Cour permanente de Justice internationale.

ARTICLE 417. (31.)

La décision de la Cour permanente de Justice internationale concernant une plainte ou une question qui lui aurait été soumise conformément aux articles 415 ou 416 ne sera pas susceptible d'appel.

ARTICLE 418. (32.)

Les conclusions ou recommandations éventuelles de la Commission d'enquête pourront être confirmées, amendées ou annulées par la Cour permanente de Justice internationale, laquelle devra, le cas échéant, indiquer les sanctions d'ordre économique, qu'elle croirait convenable de prendre à l'encontre d'un Gouvernement en faute, et dont l'application par les autres Gouvernements lui paraîtrait justifiée.

ARTICLE 419. (33.)

Si un Membre quelconque ne se conforme pas dans le délai prescrit aux recommandations éventuellement contenues soit dans le rapport de la Commission d'enquête, soit dans la décision de la Cour permanente de Justice internationale, tout autre Membre pourra appliquer audit Membre les sanctions d'ordre économique que le rapport de la Commission ou la décision de la Cour auront déclarées applicables en l'espèce.

It shall also indicate in this report the measures, if any, of an economic character against a defaulting Government which it considers to be appropriate, and which it considers other Governments would be justified in adopting.

ARTICLE 415. (29.)

The Secretary-General of the League of Nations shall communicate the report of the Commission of Enquiry to each of the Governments concerned in the complaint, and shall cause it to be published.

Each of these Governments shall within one month inform the Secretary-General of the League of Nations whether or not it accepts the recommendations contained in the report of the Commission ; and if not, whether it proposes to refer the complaint to the Permanent Court of International Justice of the League of Nations.

ARTICLE 416. (30.)

In the event of any Member failing to take the action required by Article 405, with regard to a recommendation or draft convention, any other Member shall be entitled to refer the matter to the Permanent Court of International Justice.

ARTICLE 417. (31.)

The decision of the Permanent Court of International Justice in regard to a complaint or matter which has been referred to it in pursuance of Article 415 or Article 416 shall be final.

ARTICLE 418. (32.)

The Permanent Court of International Justice may affirm, vary or reverse any of the findings or recommendations of the Commission of Enquiry, if any, and shall in its decision indicate the measures, if any, of an economic character which it considers to be appropriate, and which other Governments would be justified in adopting against a defaulting Government.

ARTICLE 419. (33.)

In the event of any Member failing to carry out within the time specified the recommendations, if any, contained in the report of the Commission of Enquiry, or in the decision of the Permanent Court of International Justice, as the case may be, any other Member may take against that Member the measures of an economic character indicated in the report of the Commission or in the decision of the Court as appropriate to the case.

ARTICLE 420. (34.)

Le Gouvernement en faute peut, à tout moment, informer le Conseil d'administration qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer soit aux recommandations de la Commission d'enquête, soit à celles contenues dans la décision de la Cour permanente de Justice internationale, et peut demander au Conseil de bien vouloir faire constituer par le Secrétaire général de la Société des Nations une Commission d'enquête chargée de vérifier ses dires. Dans ce cas les stipulations des articles 412, 413, 414, 415, 417 et 418 s'appliqueront, et si le rapport de la Commission d'enquête ou la décision de la Cour permanente de Justice internationale sont favorables au Gouvernement en faute, les autres Gouvernements devront aussitôt rapporter les mesures d'ordre économique qu'ils auront prises à l'encontre dudit État.

CHAPITRE III.

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 421. (35.)

Les Membres s'engagent à appliquer les conventions auxquelles ils auront adhéré, conformément aux stipulations de la présente Partie du présent Traité, à celles de leurs colonies ou possessions et à ceux de leurs protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, cela sous les réserves suivantes :

- (1) Que la convention ne soit pas rendue inapplicable par les conditions locales ;
- (2) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chacun des Membres devra notifier au Bureau international du Travail la décision qu'il se propose de prendre en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ARTICLE 422. (36.)

Les amendements à la présente Partie du présent Traité, qui seront adoptés par la Conférence à la majorité des deux tiers des suffrages émis par les délégués présents, deviendront exécutoires lorsqu'ils auront été ratifiés par les États dont les représentants forment le Conseil de la Société des Nations et par les trois quarts des Membres.

ARTICLE 420. (34.)

The defaulting Government may at any time inform the Governing Body that it has taken the steps necessary to comply with the recommendations of the Commission of Enquiry or with those in the decision of the Permanent Court of International Justice, as the case may be, and may request it to apply to the Secretary-General of the League to constitute a Commission of Enquiry to verify its contention. In this case the provisions of Articles 412, 413, 414, 415, 417 and 418 shall apply, and if the report of the Commission of Enquiry or the decision of the Permanent Court of International Justice is in favour of the defaulting Government, the other Governments shall forthwith discontinue the measures of an economic character that they have taken against the defaulting Government.

CHAPTER III.

GENERAL.

ARTICLE 421. (35.)

The Members engage to apply conventions which they have ratified in accordance with the provisions of this Part of the present Treaty to their colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing :—

- (1) Except where owing to the local conditions the convention is inapplicable, or
- (2) Subject to such modifications as may be necessary to adapt the convention to local conditions.

And each of the Members shall notify to the International Labour Office the action taken in respect of each of its colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing.

ARTICLE 422. (36.)

Amendments to this part of the present Treaty which are adopted by the Conference by a majority of two-thirds of the votes cast by the Delegates present shall take effect when ratified by the States whose representatives compose the Council of the League of Nations and by three-fourths of the Members.

ARTICLE 423. (37.)

Toutes questions ou difficultés relatives à l'interprétation de la présente Partie du présent Traité et des conventions ultérieurement conclues par les Membres, en vertu de la présente Partie du présent Traité, seront soumises à l'appréciation de la Cour permanente de Justice internationale.

CHAPITRE IV.

MESURES TRANSITOIRES.

ARTICLE 424. (38.)

La première session de la Conférence aura lieu au mois d'octobre 1919. Le lieu et l'ordre du jour de la session sont arrêtés dans l'Annexe ci-jointe.

La convocation et l'organisation de cette première session seront assurées par le Gouvernement désigné à cet effet dans l'Annexe susmentionnée. Le Gouvernement sera assisté, en ce qui concerne la préparation des documents, par une Commission internationale dont les membres seront désignés à la même annexe.

Les frais de cette première session et de toute session ultérieure jusqu'au moment où les crédits nécessaires auront pu être inscrits au budget de la Société des Nations, à l'exception des frais de déplacement des délégués et des conseillers techniques, seront répartis entre les Membres dans les proportions établies pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

ARTICLE 425. (39.)

Jusqu'à ce que la Société des Nations ait été constituée toutes communications qui devraient être adressées, en vertu des articles précédents, au Secrétaire général de la Société seront conservées par le Directeur du Bureau international du Travail, lequel en donnera connaissance au Secrétaire général.

ARTICLE 426. (40.)

Jusqu'à la création de la Cour permanente de Justice internationale, les différends qui doivent lui être soumis en vertu de la présente Partie du présent Traité seront déferés à un tribunal formé de trois personnes désignées par le Conseil de la Société des Nations.

ARTICLE 423. (37.)

Any question or dispute relating to the interpretation of this Part of the present Treaty or of any subsequent convention concluded by the Members in pursuance of the provisions of this Part of the present Treaty shall be referred for decision to the Permanent Court of International Justice.

CHAPTER IV.

TRANSITORY PROVISIONS.

ARTICLE 424. (38.)

The first meeting of the Conference shall take place in October, 1919. The place and agenda for this meeting shall be as specified in the Annex hereto.

Arrangements for the convening and the organisation of the first meeting of the Conference will be made by the Government designated for the purpose in the said Annex. That Government shall be assisted in the preparation of the documents for submission to the Conference by an International Committee constituted as provided in the said Annex.

The expenses of the first meeting and of all subsequent meetings held before the League of Nations has been able to establish a general fund, other than the expenses of Delegates and their advisers, will be borne by the Members in accordance with the apportionment of the expenses of the International Bureau of the Universal Postal Union.

ARTICLE 425. (39.)

Until the League of Nations has been constituted all communications which under the provisions of the foregoing Articles should be addressed to the Secretary-General of the League will be preserved by the Director of the International Labour Office, who will transmit them to the Secretary-General of the League.

ARTICLE 426. (40.)

Pending the creation of a Permanent Court of International Justice, disputes which in accordance with this Part of the present Treaty would be submitted to it for decision will be referred to a tribunal of three persons appointed by the Council of the League of Nations.

ANNEXE.

PREMIÈRE SESSION DE LA CONFÉRENCE DU
TRAVAIL, 1919.

Le lieu de la Conférence sera Washington.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sera prié de convoquer la Conférence.

Le Comité international d'organisation sera composé de sept personnes désignées respectivement par les Gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Belgique et de la Suisse. Le Comité pourra, s'il le juge nécessaire, inviter d'autres Membres à se faire représenter dans son sein.

L'ordre du jour sera le suivant :

- 1° Application du principe de la journée de 8 heures ou de la semaine de 48 heures ;
- 2° Questions relatives aux moyens de prévenir le chômage et de remédier à ses conséquences.
- 3° Emploi des femmes :
 - (a) Avant ou après l'accouchement (y compris la question de l'indemnité de maternité) ;
 - (b) Pendant la nuit ;
 - (c) Dans les travaux insalubres.
- 4° Emploi des enfants :
 - (a) Age d'admission au travail ;
 - (b) Travaux de nuit ;
 - (c) Travaux insalubres.
- 5° Extension et application des conventions internationales adoptées à Berne en 1906 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie et l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.

SECTION II.

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

ARTICLE 427.

Les Hautes Parties Contractantes, reconnaissant que le bien-être physique, moral et intellectuel des travailleurs salariés est d'une importance essentielle au point de vue international, ont établi pour parvenir à ce but élevé, l'organisme permanent prévu à la Section I et associé à celui de la Société des Nations.

Elles reconnaissent que les différences de climat, de mœurs et d'usages, d'opportunité économique et de tradition industrielle rendent difficile à atteindre, d'une manière immédiate, l'uniformité

ANNEX.

FIRST MEETING OF ANNUAL LABOUR CONFERENCE,
1919.

The place of meeting will be Washington.

The Government of the United States of America is requested to convene the Conference.

The International Organising Committee will consist of seven members, appointed by the United States of America, Great Britain, France, Italy, Japan, Belgium and Switzerland. The Committee may, if it thinks necessary, invite other Members to appoint representatives.

Agenda—

- (1) Application of principle of the 8-hours day or of the 48-hours week.
- (2) Question of preventing or providing against unemployment.
- (3) Women's employment—
 - (a) Before and after child-birth, including the question of maternity benefit;
 - (b) During the night;
 - (c) In unhealthy processes.
- (4) Employment of children—
 - (a) Minimum age of employment;
 - (b) During the night;
 - (c) In unhealthy processes.
- (5) Extension and application of the International Conventions adopted at Berne in 1906 on the prohibition of night work for women employed in industry and the prohibition of the use of white phosphorus in the manufacture of matches.

SECTION II.

GENERAL PRINCIPLES.

ARTICLE 427.

The High Contracting Parties, recognising that the well-being, physical, moral and intellectual, of industrial wage-earners is of supreme international importance, have framed, in order to further this great end, the permanent machinery provided for in Section I, and associated with that of the League of Nations.

They recognise that differences of climate, habits and customs, of economic opportunity and industrial tradition, make strict uniformity in the conditions of labour difficult of immediate attain-

absolue dans les conditions du travail. Mais, persuadées qu'elles sont que le travail ne doit pas être considéré simplement comme un article de commerce, elles pensent qu'il y a des méthodes et des principes pour la réglementation des conditions du travail que toutes les communautés industrielles devraient s'efforcer d'appliquer, autant que les circonstances spéciales dans lesquelles elles pourraient se trouver le permettraient.

Parmi ces méthodes et principes, les suivants paraissent aux Hautes Parties Contractantes être d'une importance particulière et urgente.

1. Le principe dirigeant ci-dessus énonce que le travail ne doit pas être considéré simplement comme une marchandise ou un article de commerce.

2. Le droit d'association en vue de tous objets non contraires aux lois, aussi bien pour les salariés que pour les employeurs.

3. Le paiement aux travailleurs d'un salaire leur assurant un niveau de vie convenable tel qu'on le comprend dans leur temps et dans leur pays.

4. L'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures comme but à atteindre partout où il n'a pas encore été obtenu.

5. L'adoption d'un repos hebdomadaire de vingt-quatre heures au minimum, qui devrait comprendre le dimanche toutes les fois que ce sera possible.

6. La suppression du travail des enfants et l'obligation d'apporter au travail des jeunes gens des deux sexes les limitations nécessaires pour leur permettre de continuer leur éducation et d'assurer leur développement physique.

7. Le principe du salaire égal, sans distinction de sexe, pour un travail de valeur égale.

8. Les règles édictées dans chaque pays au sujet des conditions du travail devront assurer un traitement économique équitable à tous les travailleurs résidant légalement dans le pays.

9. Chaque État devra organiser un service d'inspection qui comprendra des femmes, afin d'assurer l'application des lois et règlements pour la protection des travailleurs.

Sans proclamer que ces principes et ces méthodes sont ou complets ou définitifs, les Hautes Parties Contractantes sont d'avis qu'ils sont propres à guider la politique de la Société des Nations; et que, s'ils sont adoptés par les communautés industrielles qui sont membres de la Société des Nations, et s'ils sont maintenus intacts dans la pratique par un corps approprié d'inspecteurs, ils répandront des bienfaits permanents sur les salariés du monde

ment. But, holding as they do that labour should not be regarded merely as an article of commerce, they think that there are methods and principles for regulating labour conditions which all industrial communities should endeavour to apply, so far as their special circumstances will permit.

Among these methods and principles, the following seem to the High Contracting Parties to be of special and urgent importance :—

- First.*—The guiding principle above enunciated that labour should not be regarded merely as a commodity or article of commerce.
- Second.*—The right of association for all lawful purposes by the employed as well as by the employers.
- Third.*—The payment to the employed of a wage adequate to maintain a reasonable standard of life as this is understood in their time and country.
- Fourth.*—The adoption of an eight hours day or a forty-eight hours week as the standard to be aimed at where it has not already been attained.
- Fifth.*—The adoption of a weekly rest of at least twenty-four hours, which should include Sunday wherever practicable.
- Sixth.*—The abolition of child labour and the imposition of such limitations on the labour of young persons as shall permit the continuation of their education and assure their proper physical development.
- Seventh.*—The principle that men and women should receive equal remuneration for work of equal value.
- Eighth.*—The standard set by law in each country with respect to the conditions of labour should have due regard to the equitable economic treatment of all workers lawfully resident therein.
- Ninth.*—Each State should make provision for a system of inspection in which women should take part, in order to ensure the enforcement of the laws and regulations for the protection of the employed.

Without claiming that these methods and principles are either complete or final, the High Contracting Parties are of opinion that they are well fitted to guide the policy of the League of Nations ; and that, if adopted by the industrial communities who are Members of the League, and safeguarded in practice by an adequate system of such inspection, they will confer lasting benefits upon the wage-earners of the world.

Vœux adoptés par la Commission de la Législation Internationale du Travail de la Conférence de la Paix.

I. *Vœu présenté par les Délégations belge, française et italienne.*

La Commission émet le vœu que, dès qu'il sera possible, un accord intervienne entre les Hautes Parties Contractantes aux fins de doter la Conférence internationale de législation du Travail, sous les auspices de la Société des Nations, du pouvoir de prendre, dans des conditions à déterminer, des résolutions ayant force légale internationale.

II. *Vœu présenté par les Délégations belge, française et italienne.*

La Commission, considérant qu'une législation internationale du travail vraiment efficace ne peut être établie sans le concours de tous les pays industriels, émet le vœu qu'en attendant que la signature du Traité de Paix permette de faire appel à tous ces pays, la Conférence de la Paix communique aux Puissances neutres, à titre d'information, le présent projet de convention avant de l'adopter définitivement.

III. *Vœu présenté par la Délégation française.*

La Commission estime que les questions très spéciales relatives au minimum d'avantages à assurer aux marins doivent éventuellement faire l'objet d'une session spéciale de la Conférence internationale du Travail réservée au travail des marins.

Resolutions adopted by the Commission on International Labour Legislation of the Peace Conference.

I. Resolution proposed by the Belgian, French and Italian Delegations.

The Commission expresses the hope that as soon as it may be possible an agreement will be arrived at between the High Contracting Parties with a view to endowing the International Labour Conference under the auspices of the League of Nations with power to take, under conditions to be determined, resolutions possessing the force of international law.

II. Resolution proposed by the Belgian, French and Italian Delegations.

The Commission being of opinion that an international code of Labour legislation which will be really effective cannot be secured without the co-operation of all industrial countries, expresses the wish that pending the signature of the Treaty of Peace, which will permit all such countries to be approached, the Peace Conference will communicate the present draft convention to the neutral Powers for their information before finally adopting it.

III. Resolution proposed by the French Delegation.

The Commission considers that the very special questions concerning the minimum conditions to be accorded to seamen might be dealt with at a special meeting of the International Labour Conference devoted exclusively to the affairs of seamen.

Règlement de la Conférence,

adopté par la Conférence générale de Washington le 21 Novembre 1919.

ARTICLE 1.

Composition de la Conférence.

La Conférence se compose de tous les délégués, régulièrement désignés par les Membres de l'Organisation internationale du Travail.

Chaque délégué pourra être accompagné par des conseillers techniques dont le nombre pourra être de deux au plus pour chacune des matières distinctes inscrites à l'ordre du jour de la session.

Les places sont attribuées dans la salle des séances aux délégués et conseillers techniques par les soins du Conseil d'administration.

ARTICLE 2.

Bureau provisoire.

La Conférence est ouverte par le Président du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, assisté des membres du bureau du même Conseil. Ce bureau provisoire reste en fonctions jusqu'à l'élection du bureau définitif par la Conférence.

ARTICLE 3.

Vérification des Pouvoirs.

Les pouvoirs des délégués et conseillers techniques sont déposés au Secrétariat du Bureau international du Travail 15 jours au plus tard avant la date fixée pour l'ouverture de la session de la Conférence.

Un rapport sommaire est présenté par le Président du Conseil d'administration. Ce rapport et les pouvoirs sont soumis à l'examen des délégués la veille de la séance d'ouverture.

Les protestations éventuelles concernant la désignation des délégués et conseillers techniques sont déposées entre les mains du bureau provisoire de la Conférence au cours de la séance d'ouverture et transmises par lui à une Commission de vérification, élue par la Conférence et composée d'un délégué gouvernemental, d'un délégué patronal et d'un délégué ouvrier.

Cette Commission examine immédiatement les cas visés soit dans le rapport du Président du Conseil d'administration, soit dans les protestations individuelles, et présente un rapport d'urgence.

Le délégué ou conseiller technique dont la désignation est ainsi

Standing Orders of the Conference.

Adopted on November 21, 1919, by the General Conference held at Washington.

ARTICLE 1.

Composition of the Conference.

The Conference consists of all the delegates duly appointed by the Members of the International Labour Organisation.

Each delegate may be accompanied by advisers who shall not exceed two in number for each item on the agenda of the meeting.

Seats in the Conference room shall be assigned to the delegates and their advisers by the Governing Body.

ARTICLE 2.

Provisional Officers of the Conference.

The Conference shall be opened by the President of the Governing Body of the International Labour Office, assisted by the officers of the same Body. These provisional officers will continue to act until officers have been duly appointed by the Conference.

ARTICLE 3.

Verification of Credentials.

The credentials of delegates and their advisers shall be deposited with the Secretariat of the International Labour Office at least 15 days before the date fixed for the opening of the meeting of the Conference.

A brief report upon them shall be submitted by the President of the Governing Body. This report and the credentials shall be open to inspection by the delegates on the day before the opening of the Conference.

Any objections raised concerning the nomination of delegates or advisers shall be lodged with the provisional officers of the Conference during the opening sitting and transmitted by them to a Commission charged with the verification of credentials, elected by the Conference, and consisting of a Government delegate, an Employers' delegate and a Workers' delegate.

This Commission shall immediately examine those cases to which attention has been drawn in the report of the President of the Governing Body, or by individual objections, and shall present an early report.

Any delegate or adviser to whose nomination objection has been

contestée, conserve les mêmes droits que les autres délégués et conseillers techniques, jusqu'à ce qu'il soit définitivement statué sur son admission.

ARTICLE 4.

Bureau définitif.

Le bureau définitif se compose d'un Président et de trois vice-présidents élus par l'ensemble des délégués à la Conférence. Les trois vice-présidents sont choisis respectivement parmi les délégués des Gouvernements, des organisations patronales et des organisations ouvrières.

Le Président et les trois vice-présidents devront être de nationalité différente.

Les délégués femmes peuvent être élus à l'une quelconque des fonctions ci-dessus désignées dans les mêmes conditions que les hommes.

ARTICLE 5.

Secrétariat.

Les travaux du Secrétariat de la Conférence sont exécutés par les fonctionnaires du Bureau international du Travail désignés à cet effet par le Conseil d'administration du dit bureau.

Le Secrétariat est placé sous le contrôle et la responsabilité du Directeur du Bureau international du Travail, qui remplit lui-même les fonctions de Secrétaire général de la Conférence. Il peut être assisté dans cette mission par un ou plusieurs secrétaires généraux adjoints désignés par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

Le Secrétariat de la Conférence est chargé notamment de la réception, de l'impression, de la distribution et de la traduction des documents, rapports et résolutions ; de la traduction des discours en séance ; de la sténographie des délibérations, de l'impression et de la distribution des comptes-rendus sténographiques des séances ; de la tenue des archives de la Conférence ; de la publication du compte-rendu des sessions, et d'une manière générale de tous autres travaux que la Conférence jugera à propos de lui confier.

ARTICLE 6.

Ordre des Travaux de la Conférence.

La Conférence statue, après audition du rapport présenté par le Conseil d'administration, et dans les conditions prévues à l'article 402 (XVI)¹ du Traité de Paix, sur le maintien à l'ordre du jour d'un sujet dont l'inscription a fait l'objet d'une opposition de la part du Gouvernement d'un Membre de l'Organisation internationale du Travail.

¹ Les chiffres entre parenthèses sont les numéros des articles dans le texte adopté par la Commission de la Législation internationale de la Conférence de la Paix.

taken retains the same rights as other delegates and advisers, until the question of his admission has been finally decided.

ARTICLE 4.

Officers of the Conference.

The officers shall consist of a President and of three Vice-Presidents appointed by the whole of the delegates to the Conference. The three Vice-Presidents shall be chosen respectively from among the delegates of the Governments, of the Employers' associations and of the Workers' associations.

The President and the three Vice-Presidents shall be of different nationalities.

Women delegates may be appointed to any of the above offices in exactly the same way as men.

ARTICLE 5.

Secretariat.

The secretarial work of the Conference shall be carried out by officials of the International Labour Office appointed for the purpose by the Governing Body of the said Office.

The Director of the International Labour Office shall be the Secretary-General of the Conference, and shall be responsible for the Secretariat. He may be assisted by one or more Assistant Secretaries-General appointed by the Governing Body of the International Labour Office.

The Secretariat of the Conference will be responsible *inter alia* for the receiving, printing, circulation and translation of documents, reports and resolutions ; the translation of speeches at the sittings ; the taking, printing and circulation of the shorthand notes of the proceedings at the sittings ; the custody of the archives of the Conference ; the publication of the report of the meetings ; and, generally, for all other work which the Conference may think fit to entrust to it.

ARTICLE 6.

Order of Procedure of the Conference.

After consideration of the report presented by the Governing Body, and as provided in Article 402 (XVI)¹ of the Convention, the Conference will decide as to the retention on the agenda of any item to which objection has been lodged by the Government of a Member of the International Labour Organisation.

¹ The figures between parentheses are the figures of the Articles in the corresponding text prepared by the Commission on International Labour Legislation of the Peace Conference.

La Conférence détermine ensuite, dans un délai qui ne peut dépasser sa troisième séance, l'ordre dans lequel les divers sujets inscrits à l'ordre du jour seront discutés ; dans le même délai elle règle les questions diverses, telles que la désignation du Comité de proposition et du Comité de rédaction.

L'un des délégués peut présenter, dans les conditions déterminées à l'article 13 du présent règlement, une résolution tendant à adopter, comme base de la discussion, un projet de convention ou une recommandation relatifs à un sujet porté à l'ordre du jour, que ce projet ou cette recommandation émane ou non du Conseil d'administration.

La discussion relative à une telle résolution est limitée aux principes généraux du projet de convention ou de la recommandation. Si une telle résolution est adoptée, la Conférence décidera alors si le projet de convention ou la recommandation doit être discuté en séance plénière ou s'il doit être renvoyé à une commission.

S'il a été décidé que le projet de convention ou la recommandation doit être discuté en séance plénière, chaque disposition dudit projet ou de ladite recommandation est soumise pour adoption à la Conférence. Dans la discussion du projet de convention ou de la recommandation, aucune motion autre qu'une motion comportant un amendement d'une disposition du projet de convention ou de la recommandation, ou une motion d'ordre, ne peut être examinée par la Conférence jusqu'à ce qu'il ait été statué sur toutes les dispositions du projet de convention ou de la recommandation.

Si le projet de convention ou la recommandation a été renvoyé à une commission, la Conférence, au reçu du rapport de la commission, discutera ledit projet de convention ou ladite recommandation, article par article, conformément aux dispositions ci-dessus.

Au cours de la discussion des articles d'un projet de convention ou d'une recommandation, la Conférence peut renvoyer à une commission un ou plusieurs articles.

Les dispositions du projet de convention ou de la recommandation, telles qu'elles ont été adoptées par la Conférence, sont alors soumises, si cela est nécessaire, au Comité de rédaction pour la préparation d'un texte définitif du projet de convention ou de la recommandation, et ce texte ainsi préparé est distribué aux délégués.

En principe, aucun amendement ne pourra plus être admis à ce texte. Toutefois le Président, après avoir consulté les trois vice-présidents, pourra soumettre à l'Assemblée les amendements qui auraient été déposés au Secrétariat le lendemain de la distribution du texte revu par le Comité de rédaction.

Après discussion de ces amendements, la Conférence procède à un vote final sur l'adoption du projet de convention ou de la recommandation, dans les conditions prévues à l'article 405 (XIX) du Traité de Paix.

The Conference shall then devote a portion of its time, not extending beyond the third sitting, to deciding the order in which the different items on the agenda shall be discussed, and to miscellaneous business, such as the appointment of the Selection Committee and of the Drafting Committee.

It shall be competent for any delegate to move a resolution of which due notice has been given under the provisions of Article 13 of these Rules, that a draft convention or recommendation relating to an item of the agenda, whether it has been prepared by the Governing Body or not, shall be adopted as the basis of discussion.

The debate on any such resolution shall be a debate on the general principles of the draft convention or recommendation, and if such resolution be adopted, the Conference shall then decide whether the draft convention or recommendation shall be considered in full Conference or shall be referred to a Commission for report.

If it be considered in full Conference, each clause shall be placed before the Conference for adoption. During the debate on the draft convention or recommendation, no motion other than a motion to amend a clause of such draft convention or recommendation, or a motion as to procedure, shall be considered by the Conference until all the clauses have been disposed of.

If the draft convention or recommendation be referred to a Commission, the Conference shall, on receiving the report of the Commission, proceed to consider the draft convention or recommendation, clause by clause, as provided above.

During the discussion of a draft convention or recommendation, clause by clause, the Conference may remit a clause or group of clauses to a Commission for report.

The clauses of the draft convention or recommendation as adopted by the Conference shall, if necessary, then be submitted to the Drafting Committee for the preparation of a definitive text, and the draft convention or recommendation so prepared shall be circulated to the delegates.

In principle, no amendment can be allowed to this text, but the President, after consultation with the three Vice-Presidents, may submit to the Conference amendments which have been handed to the Secretary the day after the distribution of the text as revised by the Drafting Committee.

When such amendments have been disposed of, the Conference shall forthwith proceed to take a final vote on the adoption of the draft convention or recommendation as provided in Article 405 (XIX) of the Treaty of Peace.

ARTICLE 7.

Commissions.

La Conférence peut décider d'instituer des Commissions spéciales sur tous les objets pour lesquels elle le juge utile.

Un Comité de proposition composé de 12 délégués gouvernementaux, 6 délégués patronaux et 6 délégués ouvriers, déterminera les résolutions à discuter à chaque séance, sous réserve de l'approbation de la Conférence, et présentera à l'agrément de celle-ci les noms des membres des Commissions.

Les membres du Comité de proposition seront élus par la Conférence, sur la proposition des délégués des gouvernements, des délégués patronaux et des délégués ouvriers, respectivement, à raison d'un au plus dans chaque catégorie pour un même pays.

Un fonctionnaire du Secrétariat de la Conférence est adjoint à chaque commission en qualité de Secrétaire.

Chaque commission élit un président et désigne un rapporteur pour présenter à la Conférence le résultat de ses délibérations. Ce rapporteur peut être un conseiller technique.

En règle générale, les séances des Commissions ne peuvent avoir lieu en même temps que les séances plénières de la Conférence. Les délégués peuvent toujours désigner des suppléants pour les représenter aux Commissions.

ARTICLE 8.

Droit d'entrée aux séances de la Conférence.

Les séances de la Conférence sont publiques, sauf celles pour lesquelles il en aura été expressément décidé autrement.

Dans les séances publiques, des places seront réservées par le Secrétaire de la Conférence pour les personnes spécialement autorisées et pour la presse.

Les seules personnes autorisées à pénétrer dans la salle des séances de la Conférence, en dehors des délégués et conseillers techniques, sont :—

- (1) les secrétaires ou interprètes des Délégations, à raison d'un seul par Délégation ;
- (2) le Directeur du Bureau international du Travail et les fonctionnaires de ce Bureau désignés pour faire partie du Secrétariat de la Conférence.

ARTICLE 9.

Tenue des séances : Rôle du Président.

Le Président ouvre et lève la séance. Avant de passer à l'ordre du jour, il donne connaissance à la Conférence des communications qui la concernent.

Il dirige les délibérations, veille au maintien de l'ordre et à

ARTICLE 7.

Commissions.

The Conference may decide to set up special Commissions for any purpose which it considers desirable.

A Commission of Selection composed of 12 Government delegates, 6 Employers' delegates, and 6 Workers' delegates, shall determine the resolutions to be discussed at each sitting, and shall nominate members of Commissions, subject to the approval of the Conference.

The members of the Commission of Selection shall be elected by the Conference on the nomination of the Government delegates, the Employers' delegates and the Workers' delegates respectively, not more than one in each class belonging to the same country.

An official of the Secretariat of the Conference shall be appointed to act as Secretary to each Commission.

Each Commission shall appoint a chairman and nominate a reporter to present the results of its deliberations to the Conference. The reporter may be an adviser.

As a general rule, the sittings of a Commission shall not take place at the same time as a plenary sitting of the Conference. Delegates may appoint substitutes to represent them on Commissions.

ARTICLE 8.

Right of Admission to Sitzings of the Conference.

The sittings of the Conference shall be public, except in cases where it has been expressly decided to the contrary.

At public sittings arrangements shall be made by the Clerk to the Conference for the accommodation of distinguished strangers and the press.

The only persons authorised to enter the body of the hall besides delegates and advisers shall be :

- (1) The Secretaries or Interpreters of the Delegations, who shall not exceed one in number for each Delegation ;
- (2) The Director of the International Labour Office, and the officials of the Office who have been appointed to the Secretariat of the Conference.

ARTICLE 9.

Procedure : Functions of the President.

The President shall pronounce the opening and closure of the sittings. Before proceeding to the agenda, he shall bring before the Conference any communications which concern it.

He shall direct the debates, maintain order, and ensure the

l'observation du règlement par telle mesure que les circonstances exigeront, accorde ou retire le droit de prendre la parole, met les propositions aux voix et proclame le résultat des scrutins.

Le Président ne peut participer ni aux discussions ni aux votes. Si le Président est lui-même délégué, il peut désigner un délégué suppléant dans les conditions prévues à l'article 18 ci-après.

Il en sera de même des vice-présidents pendant qu'ils exercent les fonctions de Président.

Les vice-présidents présideront, à tour de rôle, les séances ou fractions de séances que le Président sera dans l'impossibilité de présider.

ARTICLE 10.

Droit de Parole.

Aucun délégué à la Conférence ne peut parler sans avoir demandé la parole au Président et l'avoir obtenue.

La parole est accordée dans l'ordre des demandes.

Aucun délégué ne peut parler plus d'une fois sur la même résolution, sur le même amendement ou sur la même motion sans permission spéciale de la Conférence ; toutefois l'auteur d'une résolution aura le droit de parler deux fois, à moins que la clôture n'ait été adoptée, conformément à l'article 14 du présent règlement.

La parole peut être retirée par le Président si l'orateur s'écarte du sujet en discussion.

A tout moment, un délégué peut soulever une question d'ordre, sur laquelle le Président devra se prononcer immédiatement, conformément au règlement.

Chaque discours ne peut, sans l'assentiment de l'Assemblée, excéder 15 minutes, non compris le temps de la traduction.

Les interruptions et les conversations à haute voix sont interdites.

Le Directeur, ou tel autre fonctionnaire du Bureau international du Travail, peut prendre la parole lorsqu'il y est invité par le Président.

ARTICLE 11.

Langues.

La langue française et la langue anglaise sont les langues officielles de la Conférence.

Les discours prononcés en français sont résumés en anglais, et réciproquement, par un interprète appartenant au Secrétariat de la Conférence.

Chaque délégué peut parler dans sa langue maternelle, mais sa Délégation doit pourvoir à la traduction résumée de son discours dans l'une des deux langues officielles par un interprète attaché à la Délégation.

observance of the Standing Orders by such means as circumstances may demand, accord or withdraw the right to address the Conference, put questions to the vote, and announce the result of the vote.

The President shall not take part in the debates and shall not vote. If he is himself a delegate, he may appoint a substitute delegate in accordance with Article 18 below.

Vice-Presidents shall be entitled to exercise the same right on the occasions on which they act as President.

The Vice-Presidents shall preside in rotation at those sittings, or portions of sittings, at which the President is unable to preside.

ARTICLE 10.

Right to address the Conference.

No delegate may address the Conference without having asked and obtained the permission of the President.

Speakers shall be called upon in the order in which they have signified their desire to speak.

No delegate shall speak more than once on the same resolution, amendment, or motion without the special permission of the Conference, provided, however, that the mover of a resolution shall have the right to speak twice unless the closure has been adopted in accordance with Article 19 of these Rules.

The President may call upon a speaker to resume his seat if his remarks are not relevant to the subject under discussion.

A delegate may rise to a point of order at any time and such point of order shall be immediately decided by the President in accordance with the Standing Orders.

No speech shall exceed 15 minutes, exclusive of the time required for translation, except with the special consent of the Conference.

Interruptions and audible conversation are not permitted.

The Director, or any other official of the International Labour Office, may address the Conference if invited to do so by the President.

ARTICLE 11.

Languages.

The French and English languages shall be the official languages of the Conference.

Speeches in French shall be summarised in English, and *vice versa*, by an interpreter belonging to the Secretariat of the Conference.

A delegate may speak in his own language, but his Delegation must provide for the translation of a summary of his speech into one of the two official languages by an interpreter attached to the Delegation.

Cette traduction résumée est ensuite reproduite dans l'autre langue officielle par un interprète appartenant au Secrétariat.

La traduction et la distribution des documents sont confiés au Secrétariat, et la pratique suivie à la Conférence de Washington, en ce qui concerne la traduction et la distribution des documents en langue espagnole, sera continuée à l'avenir.

ARTICLE 12.

Comité de Rédaction.

La Conférence nomme un Comité de rédaction chargé de rédiger sous forme de projets de conventions ou de recommandations les décisions adoptées par la Conférence.

Le même Comité assure la concordance des textes français et anglais de ces projets de conventions ou de ces recommandations dont la traduction est établie par le Secrétariat. Ce Comité est nommé par le Comité de Proposition conformément aux dispositions de l'article 7.

ARTICLE 13.

Résolutions, Amendements, Motions.

Tout délégué peut présenter des résolutions, amendements ou motions, conformément aux dispositions ci-après.

(a) Aucune résolution ne peut être présentée à une séance de la Conférence si le texte n'en a pas été déposé au Secrétariat de la Conférence deux jours au moins à l'avance.

Une telle résolution doit être distribuée par les soins du Secrétariat au plus tard le jour suivant celui du dépôt.

(b) Les amendements à une résolution peuvent être présentés sans avis préalable, pourvu que le texte en soit remis par écrit au Secrétaire de la Conférence.

S'il a été présenté un amendement à une résolution, il ne peut en être présenté d'autres avant qu'il ait été statué sur le premier, à moins que le second amendement ne constitue qu'une modification du premier.

Un délégué peut retirer un amendement qu'il a proposé lui-même, à moins qu'un amendement constituant une modification au sien ne soit en discussion ou n'ait été adopté.

(c) Il n'est pas nécessaire de donner un avis préalable des motions d'ordre au Secrétariat de la Conférence ni de lui en remettre le texte.

Ces " motions d'ordre " sont les suivantes : motion tendant au envoi de la question ; motion tendant à remettre l'examen de la

The summary thus translated will then be rendered in the other official language by an interpreter belonging to the Secretariat.

The translation and circulation of documents shall be in the hands of the Secretariat, and the practice adopted at the Washington Conference as regards the translation and distribution of documents in the Spanish language shall be continued.

ARTICLE 12.

Drafting Committee.

The Conference shall appoint a Drafting Committee, whose duty it will be to draw up, in the form of draft conventions or recommendations, the decisions adopted by the Conference.

The same Committee shall insure agreement between the French and English texts of any draft conventions or recommendations the translation of which is undertaken by the Secretariat.

The members of this Committee shall be nominated by the Selection Committee as provided in Article 7.

ARTICLE 13.

Resolutions, Amendments, Motions.

Any delegate can move resolutions, amendments, or motions, in accordance with the following rules :—

(a) No resolution can be moved at any sitting of the Conference unless a copy has been handed in to the Secretariat of the Conference at least two days previously.

On receipt of such notice the resolution shall be circulated by the Secretariat not later than the day following that on which it is received.

(b) Amendments to a resolution may be moved without previous notice, provided that a copy is handed in to the Clerk to the Conference.

If an amendment to a resolution has been moved, no other amendment, other than an amendment to the original amendment, can be moved until the original amendment has been disposed of.

A delegate may withdraw an amendment which he has proposed unless an amendment to it is under discussion or has been adopted.

(c) In the case of motions as to procedure, no previous notice need be given, nor need a copy be handed in to the Secretariat of the Conference.

“Motions as to procedure” include the following: a motion to refer the matter back; a motion to postpone consideration of the

question à une date ultérieure ; motion tendant à lever la séance ; motion tendant à remettre la discussion de la question particulière ; motion tendant à passer à l'examen de la question suivante inscrite à l'ordre du jour de la séance.

Aucune résolution ou motion et aucun amendement ne peuvent être discutés s'ils n'ont été appuyés.

ARTICLE 14.

Clôture des Discussions.

Un délégué peut, à quelque moment que ce soit, proposer la clôture d'une discussion, même s'il reste encore des orateurs inscrits, et le Président doit mettre aux voix la proposition de clôture si vingt délégués l'appuient en se levant à leur place. Si la parole est demandée contre la clôture, elle ne peut être accordée qu'à un seul orateur.

On ne peut demander la clôture de la discussion tant qu'un orateur a la parole et que son discours n'a pas été traduit.

ARTICLE 15.

Modes de Votation.

La Conférence vote à main levée ou par appel nominal.

Le vote à main levée est de droit dans tous les cas où le vote par appel nominal n'est pas exigé par le présent règlement.

Le vote à main levée est constaté par le Secrétariat et proclamé par le Président.

En cas d'incertitude sur le résultat, le Président a le droit de faire procéder à un vote par appel nominal.

Le vote par appel nominal est de droit dans tous les cas, déterminés par la Convention, où la majorité des deux tiers des suffrages est requise.

Le vote par appel nominal peut également avoir lieu en toute matière s'il fait l'objet d'une demande écrite de 20 délégués au moins remise au Président.

Il est procédé au vote par appel nominal des délégués, individuellement, par délégation et dans l'ordre alphabétique français des noms des Membres de l'Organisation internationale du Travail.

Le vote est constaté par le Secrétariat et proclamé par le Président.

Les noms des votants par appel nominal sont insérés au compte-rendu sténographique de la séance.

Le Président ne peut prendre l'initiative de proposer le vote par appel nominal, si ce n'est au cas prévu au 4^{ème} alinéa du présent article.

question ; a general motion of adjournment ; a motion to adjourn a debate on a particular question ; a motion that the Conference proceed with the next item on its programme for the sitting.

No resolution or amendment or motion can be discussed unless it has been seconded.

ARTICLE 14.

Closure.

A delegate may move the closure of the discussion whether other delegates have signified their wish to speak or not, and the President shall be bound to put it to the meeting if at least 20 delegates signify their support by rising in their places. If application is made for permission to speak against the closure, it may only be accorded to a single speaker.

The closure shall not be moved while a speaker is addressing the Conference nor until his speech has been translated.

ARTICLE 15.

Methods of Voting.

The Conference shall vote by a show of hands or by a record vote.

Voting shall be by a show of hands in all cases in which a record vote is not required by the present Standing Orders.

Votes by a show of hands shall be taken by the Secretariat and the result announced by the President.

In case of doubt as to the result, the President may cause a record vote to be taken.

A record vote shall be taken in all cases in which a majority of two-thirds of the votes is required by the Convention.

A record vote may also be taken on any question if a request to that effect has been made in writing by not less than 20 delegates and handed in to the President.

Record votes shall be taken by calling upon each individual delegate, each Delegation voting in turn in the French alphabetical order of the names of the Members of the International Labour Organisation.

The vote shall be recorded by the Secretariat and announced by the President.

The names of the delegates voting in a record vote shall be inserted in the verbatim report of the sitting.

Except as provided in paragraph 4 of this Article, it shall not be within the competence of the President to propose a record vote.

ARTICLE 16.

Quorum.

Conformément à l'article 403 (XVII) du Traité de Paix, aucun vote n'est acquis si le nombre des suffrages exprimés est inférieur à la moitié du nombre des délégués présents à la session de la Conférence. Ce nombre est déterminé après le dépôt du rapport sommaire prévu au deuxième alinéa de l'article 3. Si un délégué n'est pas définitivement admis, le nombre des délégués sera modifié en conséquence pour les séances suivantes.

ARTICLE 17.

Majorités.

Sous réserve des dispositions de l'article précédent, la simple majorité des suffrages exprimés par les délégués présents à la séance décide dans tous les cas où une majorité plus forte n'est pas spécialement prévue par d'autres articles de la Convention.

La Conférence ne peut décider qu'une majorité supérieure à la majorité simple sera nécessaire en dehors de ces cas.

ARTICLE 18.

Suppléants.

Conformément à l'article 389 (III) du Traité de Paix, un délégué peut, par une note écrite adressée au Président, désigner l'un de ses conseillers techniques comme son suppléant. Une telle note doit être adressée au Président avant la séance, à moins qu'une nouvelle question vienne en discussion au cours de la séance. Cette note doit préciser la ou les séances auxquelles s'applique la suppléance.

Les suppléants prennent part aux délibérations et aux votes dans les mêmes conditions que les délégués.

ARTICLE 19.

Comptes-rendus sténographiques.

Un compte-rendu sténographique est imprimé à l'issue de chaque séance par les soins du Secrétariat. Il est annexé à ce compte-rendu la liste des délégués ayant assisté à la séance, ainsi que les textes adoptés, avec le résultat des votes.

Chaque délégué peut demander à revoir avant l'impression définitive, la partie du compte-rendu reproduisant le discours qu'il a prononcé. Pour qu'il soit tenu compte des corrections proposées, elles doivent être déposées au Secrétariat dans la soirée qui suit la séance.

Les comptes-rendus sténographiques sont revêtus des signatures du Président de la Conférence et du Secrétaire général.

ARTICLE 16.

Quorum.

In accordance with Article 403 (XVII) of the Treaty of Peace, a vote is not valid if the number of votes cast is less than half the number of delegates attending the Conference. This number shall be determined after the presentation of the brief report referred to in paragraph 2 of Article 3. If any delegate is not finally admitted the number shall be modified accordingly for the subsequent sittings.

ARTICLE 17.

Majorities.

Subject to the provisions of the preceding Article, a simple majority of the votes cast by the delegates present at the sitting shall be sufficient in all cases in which a larger majority is not specially required by other Articles of the Convention.

The Conference cannot decide that more than a simple majority shall be necessary in other than these cases.

ARTICLE 18.

Substitutes.

In accordance with Article 389 (III) of the Treaty of Peace, a delegate may by notice in writing addressed to the President appoint one of his advisers to act as his substitute. Such notice must be addressed to the President before the sitting, unless a new question comes up for discussion in the course of the sitting. The notice shall specify the sitting or sittings at which the substitute will act.

Substitutes may take part in the debates and may vote under the same conditions as delegates.

ARTICLE 19.

Verbatim Reports.

A verbatim report shall be printed at the conclusion of each sitting by the Secretariat. There shall be appended to the report the list of delegates present at the sitting, together with the texts adopted and the results of the votes.

Each delegate may demand the right to revise that part of the report containing a speech which he has made before it is printed in final form. In order that any proposed corrections may be inserted they should be handed in to the Secretariat during the evening following the sitting.

The verbatim reports will be signed by the President of the Conference and the Secretary-General.

ARTICLE 20.

Désignation des membres du Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

La Conférence procède tous les trois ans, au cours de sa session, aux opérations relatives à la désignation des membres du Conseil d'administration du Bureau international du Travail conformément à l'article 393 (VII) du Traité de Paix.

A cet effet les délégués gouvernementaux de tous les Membres, à l'exception de ceux des huit Membres dont l'importance industrielle est la plus considérable, dans le sens dudit article, se réunissent pour désigner quatre Membres dont les Gouvernements auront chacun à nommer un représentant au Conseil d'administration.

Les délégués patronaux et les délégués ouvriers se réunissent séparément pour désigner respectivement leurs six représentants au Conseil d'administration. Ces désignations sont faites nominativement.

Lorsque des sièges sont devenus vacants au Conseil d'administration parmi les représentants des organisations patronales et ouvrières, et s'il n'a pas été pourvu à ces vacances par le Conseil dans les conditions prévues à l'article 393 (VII) du Traité de Paix, les délégués à la Conférence appartenant à la catégorie intéressée se réunissent au cours de la prochaine session pour compléter leur représentation au Conseil d'administration.

Lorsqu'il a été pourvu, par le Conseil d'administration, aux vacances qui s'étaient produites, dans les conditions prévues au même article de la Convention, la Conférence procède à l'approbation des décisions prises par le Conseil à cet égard.

Si ces décisions ne sont pas approuvées par la Conférence, il est procédé immédiatement à de nouvelles désignations dans les mêmes conditions que pour le renouvellement général du Conseil d'administration.

ARTICLE 20.

Election of the Members of the Governing Body of the International Labour Office.

The Conference will proceed every three years in the course of its meeting to take the necessary steps to appoint the members of the Governing Body of the International Labour Office in accordance with Article 393 (VII) of the Treaty of Peace.

For this purpose, the Government delegates of all the Members, excepting those of the eight Members of the chief industrial importance within the meaning of the said Article, shall meet in order to choose the four Members whose Governments shall nominate representatives to the Governing Body.

The delegates of the Employers and of the Workers shall meet separately in order to appoint their six representatives on the Governing Body. These representatives shall be appointed by name.

In the event of a vacancy in the Governing Body arising among the representatives of Employers' or Workers' organisations, and if the Governing Body has not provided for the method of filling such vacancies in accordance with Article 393 (VII) of the Treaty of Peace, the delegates at the Conference belonging to the category concerned shall assemble during the course of the next meeting in order to fill the vacancy in their representation on the Governing Body.

If the Governing Body has provided for the filling of vacancies according to the same Article of the Convention, the Conference shall proceed to the approval of the decisions taken by the Governing Body in this respect.

If their decisions are not approved by the Conference, steps shall immediately be taken to make fresh appointments under the conditions laid down above concerning the triennial re-appointment of the Governing Body.

Règlement du Conseil d'Administration,

adopté par le Conseil le 23 Mars 1920.

ARTICLE 1.

Bureau.

Le Bureau du Conseil d'administration se compose d'un Président et deux vice-présidents, choisis dans les trois groupes du Conseil. Le Président et les deux vice-présidents doivent être de nationalité différente.

En cas d'absence du Président, les séances sont présidées alternativement par chacun des deux vice-présidents.

Le mandat du Président et des deux vices-présidents est de trois ans ; il est renouvelable.

Un Secrétariat du Conseil d'administration sera constitué par les soins du Directeur du Bureau international du Travail.

ARTICLE 2.

Président.

Le Président peut prendre part aux discussions et aux votes. Il n'a pas voix prépondérante.

ARTICLE 3.

Suppléants.

Pour assurer l'exacte répartition des représentants de Gouvernements, de patrons ou d'ouvriers, prévue à l'article 393 du Traité de Paix, en cas d'absence, les membres titulaires seront remplacés par des suppléants.

En ce qui concerne les représentants des Gouvernements, chaque Gouvernement peut désigner un suppléant chargé de remplacer aux réunions du Conseil d'administration son représentant titulaire en cas d'empêchement de la part de ce dernier.

En ce qui concerne les représentants non gouvernementaux, la Conférence de 1921 statuera sur le point de savoir si les délégués désigneront, au moment de l'élection de leurs représentants au Conseil d'administration, un nombre égal de suppléants, ou si les délégués laisseront aux titulaires nommés par eux le soin de choisir leurs suppléants.

Chaque représentant titulaire pourra autoriser son suppléant à le remplacer aux réunions du Conseil d'administration, en cas d'empêchement de sa part.

Standing Orders of the Governing Body.

Adopted by the Governing Body on March 23, 1920.

ARTICLE 1.

Officers.

The officers shall consist of a Chairman and two Vice-Chairmen chosen from among the three groups of the Governing Body.

The Chairman and the Vice-Chairmen should be of different nationalities.

In the absence of the Chairman the two Vice-Chairmen shall preside at alternative sittings.

The Chairman and the Vice-Chairmen shall hold office for three years, but shall be eligible for re-election.

The Director of the International Labour Office will undertake the formation of a Secretariat for the Governing Body.

ARTICLE 2.

Chairman.

The Chairman shall have the right to take part in the discussions and to vote. He shall not have a casting vote.

ARTICLE 3.

Appointment of Substitutes.

In order to ensure the proportional representation of Government, Employers and Workers, as laid down in Article 393 of the Treaty of Peace, members may be replaced in case of absence by substitutes.

In the case of Government members, each Government is entitled to appoint a substitute to replace its member at the meeting of the Governing Body, should he be unable to attend.

In the case of non-Government members, the Conference of 1921 shall decide whether the Delegates shall nominate an equal number of substitutes at the time of the election of their representatives on the Governing Body or will leave the members nominated by them free to select their own substitutes.

A member is entitled to authorise his substitute to replace him at meetings of the Governing Body which he is unable to attend.

Tout suppléant prenant part à une réunion du Conseil d'administration, conformément aux dispositions des alinéas précédents, doit remettre au Président ses pouvoirs sous la forme d'un document écrit.

Par mesure transitoire, jusqu'à la Conférence de 1921, les représentants patronaux et ouvriers seront invités à désigner eux-mêmes les suppléants chargés de les remplacer en cas d'empêchement. Ils devront remettre au Bureau les noms de ces suppléants.

ARTICLE 4.

Vacances.

Lorsqu'une vacance se produit par suite du décès ou de la démission d'un membre gouvernemental du Conseil, la place de ce dernier est occupée par son suppléant, désigné conformément à l'article 3 du présent règlement.

Si la vacance se produit parmi les représentants non gouvernementaux, elle est remplie provisoirement par le suppléant désigné conformément à l'article 3 du présent règlement, jusqu'à la prochaine session de la Conférence générale, au cours de laquelle un nouveau représentant titulaire est élu dans les conditions déterminées à l'article 20 du règlement intérieur de la Conférence.

ARTICLE 5.

Admission aux Séances.

Les séances ne sont pas publiques. Le Conseil se réserve de statuer sur la présence à ses séances de toute personne autre que ses membres et le Directeur du Bureau.

ARTICLE 6.

Ordre du jour.

L'ordre du jour de chaque session est établi par le Président d'accord avec le Directeur.

Toute question que le Conseil d'administration a décidé, au cours d'une de ses sessions, d'inscrire à son ordre du jour, est mise à l'ordre du jour de sa prochaine session.

L'ordre du jour doit être communiqué aux membres du Conseil assez tôt pour leur parvenir au moins 14 jours avant l'ouverture de la session.

ARTICLE 7.

Procès-verbaux.

Après chaque séance, le secrétaire rédige un procès-verbal, qui n'est pas publié. Ce procès-verbal est soumis à l'approbation du Conseil au début de la session suivante. Il ne doit être distribué qu'aux membres, sauf autorisation expresse du Président.

Any substitute attending a meeting of the Governing Body in accordance with the above provisions is required to furnish the Chairman with his credentials of appointment in writing.

As a transitory measure until the meeting of the Conference of 1921, the Employers' and Workers' members shall be entitled to nominate their own substitutes, in the event of their being unable to attend any meeting. They will be required to communicate the names of their substitutes to the Chairman.

ARTICLE 4.

Filling of Vacancies.

In the event of a vacancy arising owing to the decease or resignation of any Government member, his place shall be taken by a substitute appointed in accordance with Rule 3 above. In the case of such a vacancy among the non-Government members, the vacancy will be filled by a substitute appointed in accordance with Rule 3 above until the next meeting of the General Conference, in the course of which a new member will be elected in accordance with the provisions of Article 20 of the Standing Orders of the Conference.

ARTICLE 5.

Admission to Meetings.

The sittings of the Governing Body are not public. The Governing Body may at any time decide as to the admission to its sittings of any person other than its members and the Director of the Office.

ARTICLE 6.

Agenda.

The agenda for each session shall be drawn up by the Chairman in agreement with the Director. Any subject which the Governing Body shall have decided at its last session to include in the agenda shall be included in the agenda for the next session.

The agenda shall be circulated to the members so as to reach them not less than 14 days before the date of the meeting.

ARTICLE 7.

Minutes.

The Secretary shall keep the minutes of the meetings. They shall not be published. At the commencement of each session the minutes of the previous session shall be confirmed. They shall only be circulated to the members, except by the express authorisation of the Chairman to the contrary.

ARTICLE 8.

Votes.

Les votes ont lieu à main levée, sauf dans les cas où un scrutin secret est prévu par le présent règlement.

Un vote au scrutin secret est nécessaire pour l'élection du Président ou du Directeur du Bureau international du Travail, et dans tout autre cas où une demande est présentée à cet effet par dix des membres présents.

ARTICLE 9.

Quorum.

Aucun vote n'est valable si 15 membres au moins ne sont présents à la séance.

ARTICLE 10.

Sessions.

Le Conseil d'administration se réunira en session régulière tous les trois mois au moins.

Sans préjudice de ce qui est stipulé au dernier alinéa de l'article 393 du Traité de Versailles, le Président peut également convoquer une session extraordinaire quand cela lui paraît nécessaire, et il est tenu de convoquer une session spéciale lorsqu'il a reçu à cet effet une demande signée par six membres du même groupe.

ARTICLE 11.

Lieu de Réunion.

Le Conseil tiendra ses sessions au Bureau international du Travail, à moins qu'il n'en décide autrement d'une manière expresse.

ARTICLE 12.

Comité du Budget.

Il sera constitué un Comité du Budget composé de 4 membres dont le Président.

Il devra comprendre un membre patron et un membre ouvrier.

Il sera chargé d'examiner les comptes et le budget du Bureau.

ARTICLE 8.

Voting.

Voting shall be by show of hands, except in cases where a ballot is required by the present Rules.

A ballot vote is required in the case of the election of the Chairman and of the Director of the International Labour Office, and in any other case where it shall be demanded by 10 of the members present.

ARTICLE 9.

Quorum.

No vote shall be valid unless at least 15 members are present at the sitting.

ARTICLE 10.

Times of Meeting.

A general session of the Governing Body shall take place at least once every three months. Without prejudice to the provisions of Article 393 of the Treaty of Versailles the President may also summon a special meeting, should it appear necessary to him to do so, and shall be bound to summon a special meeting on receipt of a written request to that effect signed by six members of the same group.

ARTICLE 11.

Place of Meeting.

The meetings of the Governing Body shall be held at the International Labour Office, unless the Governing Body shall otherwise expressly determine.

ARTICLE 12.

Finance Committee.

A Finance Committee shall be appointed consisting of four members, including the Chairman and one representative of the Employers' and Workers' members respectively. It will examine the estimates and expenditure of the Labour Office.

Membres de l'Organisation Permanente du Travail.

Allemagne.	Hedjaz.
Argentine.	Honduras.
Autriche.	Italie.
Belgique.	Japon.
Bolivie.	Libéria.
Brésil.	Nicaragua.
Empire Britannique.	Norvège.
Afrique du Sud.	Panama.
Australie.	Paraguay.
Canada.	Pays-Bas.
Inde.	Pérou.
Nouvelle Zélande.	Perse.
Chili.	Pologne.
Chine.	Portugal.
Colombie.	Roumanie.
Cuba.	Salvador.
Danemark.	État Serbe-Croate-Slovène.
Équateur.	Siam.
Espagne.	Suède.
France.	Suisse.
Grèce.	Tchéco-Slovaquie.
Guatémala.	Uruguay.
Haïti.	Vénézuéla.

Members of the Permanent Labour Organisation.

Argentine Republic.	Hedjaz.
Austria.	Honduras.
Belgium.	Italy.
Bolivia.	Japan.
Brazil.	Liberia.
British Empire.	Netherlands.
Australia.	Nicaragua.
Canada.	Norway.
India.	Panama.
New Zealand.	Paraguay.
South Africa.	Persia.
Chili.	Peru.
China.	Poland.
Colombia.	Portugal.
Cuba.	Roumania.
Czecho-Slovakia.	Salvador.
Denmark.	Serb-Croat-Slovene State.
Ecuador.	Siam.
France.	Spain.
Germany.	Sweden.
Greece.	Switzerland.
Guatemala.	Uruguay.
Haïti.	Venezuela.

Conseil d'Administration du Bureau International du Travail.

A la suite des délibérations de la Conférence de Washington, la composition du Conseil d'Administration du Bureau international du Travail a été arrêtée comme suit :

(a) Un représentant du Gouvernement de chacun des douze Membres ci-après de l'Organisation permanente du Travail :

Allemagne.	France.
Argentine.	Grande-Bretagne.
Belgique.	Italie.
Canada.	Japon.
Danemark. ¹	Pologne.
Espagne.	Suisse.

(b) Six représentants patronaux désignés par les délégués patronaux à la Conférence générale de Washington (novembre 1919) :

M. Carlier (Belgique).
 M. Guérin (France).
 M. Hodacz (Tchéco-Slovaquie).
 M. Pirelli (Italie).
 M. Schindler (Suisse).
 Sir Allan Smith (Grande-Bretagne).

(c) Six représentants ouvriers désignés par les délégués ouvriers à la Conférence générale de Washington (novembre 1919) :

M. Stuart Bunning (Grande-Bretagne).
 M. Draper (Canada).
 M. Jouhaux (France).
 M. Legien (Allemagne).
 M. Lindquist (Suède).
 M. Oudegeest (Pays-Bas).

Président du Conseil d'Administration :—

M. Arthur Fontaine, représentant du Gouvernement français.

DIRECTEUR DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL,

Élu par le Conseil d'Administration au cours de sa séance du 27 janvier 1920, à Paris :

M. Albert Thomas.

DIRECTEUR-ADJOINT :

M. H. B. Butler.

¹ Jusqu'à l'entrée des Etats-Unis d'Amérique dans l'Organisation permanente du Travail.

Governing Body of the International Labour Office.

The Governing Body of the International Labour Office was constituted as follows by the Washington Labour Conference :—

(a) One representative of the Government of each of the following twelve Members of the Permanent Labour Organisation :—

Argentine Republic.	Great Britain
Belgium.	Italy.
Canada.	Japan.
Denmark. ¹	Poland.
France.	Spain.
Germany.	Switzerland.

(b) Six representatives of the Employers chosen by the Employers' delegates at the Washington Conference of November, 1919 :—

Mr. Carlier (Belgium).
Mr. Guérin (France).
Mr. Hodacz (Czecho-Slovakia).
Mr. Pirelli (Italy).
Mr. Schindler (Switzerland).
Sir Allan Smith (Great Britain).

(c) Six representatives of the Workers, chosen by the Workers' delegates at the Washington Conference of November, 1919 :—

Mr. Stuart Bunning (Great Britain).
Mr. Draper (Canada).
Mr. Jouhaux (France).
Mr. Legien (Germany).
Mr. Lindquist (Sweden).
Mr. Oudegeest (Netherlands).

Chairman of the Governing Body :—

Mr. Arthur Fontaine, representative of the French Government.

DIRECTOR OF THE INTERNATIONAL LABOUR OFFICE.

Elected by the Governing Body at its meeting in Paris of the
27th January, 1920 :—

Mr. Albert Thomas.

DEPUTY-DIRECTOR :

Mr. H. B. Butler.

¹ Until the United States of America shall have become a Member of the Permanent Labour Organisation.

Cornell University Library
HD 7802.A34 1920

Constitution and rules.Statuts et Regle



3 1924 002 290 280

tlr

HD.

7802

A34

1920

